



FORMATION MULTIPOLE ET PLURIDISCIPLINAIRE
EN DEVELOPPEMENT RURAL



- Module 1/8 -

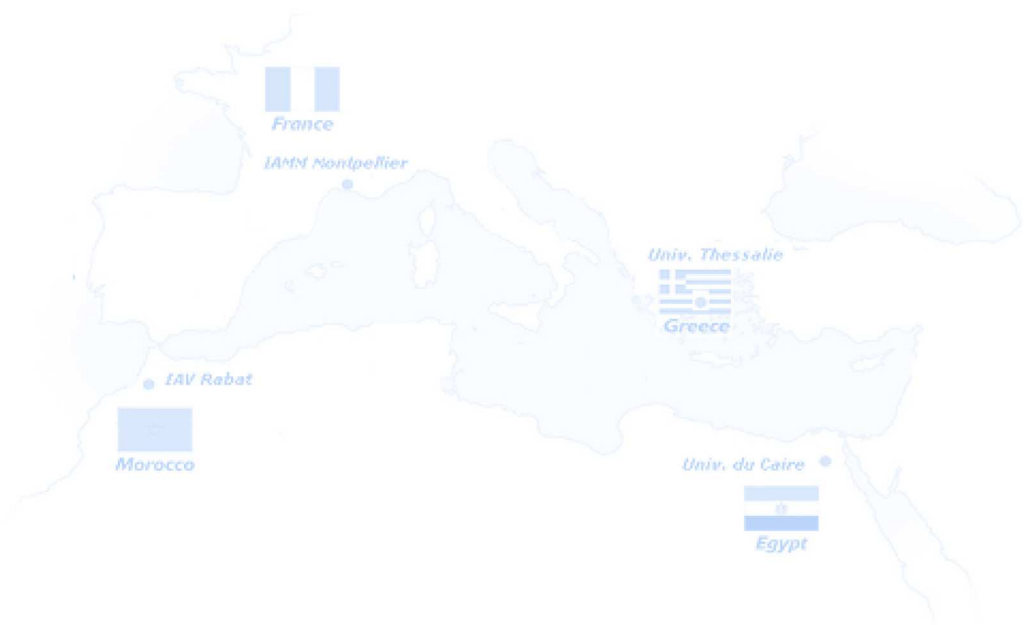
Economie sociale

- Chapitre 12/18 -

Production de capital social des OESS

Auteur : Michel Garrabé

2007



Education and Culture DG

Tempus

Les organisations de l'économie sociales, de part leur nature qui les conduit à produire du lien social, sont nécessairement au cœur de la production de capital social et de ses effets sur la construction des processus démocratiques. Réciprocité et confiance sont des composantes de leur activité qui constituent des valeurs d'encrage d'une nouvelle conception d'un développement socialement durable. De ce point de vue leur production de capital social participe de l'apparition de cette culture qui rend cette conception possible.

I. DEFINITION ET NATURE DU CAPITAL SOCIAL

Les interactions de l'ensemble des cinq catégories de capital déjà mentionnées constituent le système dans lequel s'inscrit le processus quantitatif et qualitatif de la croissance et du développement. Certaines de ces relations ont été largement étudiées notamment celles entre le capital humain et le capital technique (Becker 1993, Barro 2001¹), d'autres restent plus obscures. Celles du capital humain et du capital social mobilisent aujourd'hui de très nombreuses recherches.

A. DEFINITION DU CAPITAL SOCIAL

On peut proposer pour ces deux formes de capital les définitions suivantes. Le capital humain pourrait être défini comme :

- un stock de qualifications physiques (santé),
- de qualifications cognitives (savoir),
- et de qualifications intellectuelles et sociales non cognitives (aptitudes diverses personnelles comme l'aptitude relationnelle ou l'innovation intellectuelle).

Concernant le capital social, il est possible de distinguer trois catégories de conception :

- **Une conception structurelle** qui correspondrait à celle de P. Bourdieu(1980)², pour qui le capital social est compris comme le **réseau** de relations dont dispose un individu du fait de son appartenance à un groupe social. Il s'agit d'un réseau à la fois hérité et constitué, mais dans ce cadre le capital social est perçu comme un simple « maillage relationnel ».
- **Une conception fonctionnelle**, celle de J. Coleman (1988)³, pour lequel, le capital social concerne ici les ressources contenues **dans le réseau** qui proviennent des liens des individus. Le capital social est alors le produit de réseaux.
- **Une conception culturelle** correspondant à l'approche de R. Putnam (2000)⁴ Le fait d'être en connexion avec d'autres acteurs, (ce qu'il appelle la connectivité) est porteur de sociabilité et donc de production économique et sociétale. La réciprocité inscrite dans cette idée de connectivité, implique confiance et démocratie.

Certains auteurs ont retenu comme définition du capital social une acception incluant des aspects macro-institutionnel (Hall et Jones 1999)⁵. Nous retiendrons une définition plus étroite celle de Putnam, et Knack. Le capital social réside dans les liens sociaux noués

¹Barro R.J. (2001): Education and Economic Growth In Helliwell ed.OCDE (2001) op cit.

² Bourdieu P(1980): Le capital social. Actes de recherches en sciences sociales N° 31 p2-3.

³ Coleman J.S. (1988): Social Capital in the creation of Human Capital American Journal of Sociologie vol 94 supplément (pp 95-120).

⁴ Putnam R (2000) :Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community New York Simon and Schuster.

⁵ La définition de la Banque Mondiale va dans ce sens:"Le capital social est représenté les institutions, relations et normes qui déterminent la qualité et la quantité des interactions sociales d'une société ».

volontairement, ce qui implique que les pouvoirs publics facilitent souvent son développement plutôt qu'il ne le crée (OCDE 2001 p 78)⁶.

Pour Putnam, le capital social, serait constitué d'un stock de liens sociaux volontaires⁷ sorte de potentiel relationnel productif, représentant la densité et l'intensité de l'ensemble des liens dont les individus et les groupes, disposent comme ressource, et dont ils peuvent user pour des raisons personnelles, de solidarité ou autres : « *Le capital social se réfère aux connexions entre les réseaux individuels et collectifs, aux normes de réciprocité et à la confiance qui les caractérisent* »⁸

Pour Cote (2002)⁹ la définition de Putnam, situe le capital social « *dans le tissu social, elle englobe aussi bien l'aspect institutionnel que l'aspect individuel. Elle se démarque ainsi très nettement des approches qui conçoivent le capital social soit comme capital relationnel personnel dont disposent les individus dans leurs diverses transactions, soit, à la façon de Berry (1999)¹⁰, comme capital d'influence dont jouissent certains groupes* ».

Ainsi le capital social résiderait dans **les relations** et ne serait pas la propriété exclusive de tel ou tel individu. Il constituerait, pour l'essentiel un **bien public**, en ce sens qu'il serait partagé par un groupe. Il serait le produit des **investissements** réalisés par la société en temps et en énergie, mais sous une forme moins directe que dans le cadre du capital humain ou physique. Pour Healy T. et Cote S¹¹. le capital social serait également le produit du patrimoine culturel et de normes de comportement héritées du passé.

Il existe de très fortes complémentarités entre le capital humain, le capital social et le capital institutionnel, comme l'avait souligné Coleman (1988) dans le domaine de l'éducation.

B. LES FORMES DU CAPITAL SOCIAL

Pour Woolcock (1998)¹² on peut distinguer plusieurs niveaux de liens :

- **des liens d'attachement (Bonding)**, propres aux relations familiales, ou aux groupes ethniques ;
- **des liens d'accointance (Bridging)**, relatifs aux amis, collègues, associés ;
- **des liens de contact (Linking)**, concernant les liens sociaux élargis, relatifs au pouvoir, à la richesse par exemple.

Cependant, pour la plupart des auteurs, on ne peut pas réduire, la conception du capital social à l'existence de simples réseaux, il est aussi porteur **de normes, de valeurs et de convictions communes**.

Les formes du capital social sont multiples :

- **Micro/macro.**

Le capital social peut être circonscrit au niveau de proximité des liens d'attachement, ou s'étendre à des relations périphériques.

⁶ Ocdé (2001) : Du bien être des Nations : Le rôle du capital humain et social www.SourceOCDE.org

⁷ Cette caractéristique est importante.

⁸ Putnam op cit p19

⁹ Coté(2002): Le capital social dans les régions québécoises. Recherches sociographiques XLIII,2,2002, (pp353-368)

¹⁰ Berry, J.M.(1999): The New Liberalism, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

¹¹ Healy T. et Cotes S : (2001) OCDE p46

¹² Woolcock M.(1998) : Social Capital and Economic Development : toward a theoretical synthesis and Policy Framwork Theory and Society 27 (2) pp151-208.

- **Formel/informel**

Le capital social est créé de façon formelle et informelle sur le lieu de travail, dans les communautés locales et au sein des familles. L'informalité des liens est caractéristique des réunions de famille ou d'amis.

- **Dense/évanescent**¹³

Le tissu des liens et ses ressources, peut aussi revêtir le caractère d'une certaine densité et même d'une certaine intensité, ou au contraire se révéler plus lâche.

- **Occasionnel/permanente**

Enfin les connexions sociales peuvent présenter un caractère plus ou moins occasionnel.

II. CAPITAL SOCIAL ET CONFIANCE

La disposition d'un stock de liens personnels, a comme conséquence la **confiance** en soi et dans les autres¹⁴, elle constitue un facteur de **cohésion sociale**, au moins dans le cas général, susceptible de générer des comportements **altruistes**.

K.J. Arrow écrivait déjà en 1972 : « *Toute relation durable implique un minimum de bienveillance et de réciprocité. La confiance est une **institution invisible*** ¹⁵ ». Ce qui justifie notre acception (Woolcock) de la confiance comme « une conséquence » du capital social, pas du capital social en soi. Ce qui ne minore en rien l'importance considérable qu'elle peut avoir dans l'efficacité des processus de coordination.

On trouve d'ailleurs chez A.Hirschmann les propos suivants : « *Ne serait-ce qu'à cause de l'élément temps que comportent la plupart des transactions, l'efficacité économique et l'entreprise ont pour prémisses que la confiance existe entre les parties contractantes, et cette confiance doit être autonome, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être étroitement liée à l'intérêt particulier* »¹⁶

Pour que l'économie de marché fonctionne correctement, il ne suffit pas de laisser faire le marché et laisser chacun rechercher son intérêt personnel D.Clerc (1997)¹⁷ : écrivait : « *de nombreux échanges s'appuient sur la confiance mutuelle, sur des traditions d'honnêteté, de sens de l'honneur, de dévouement : la réputation, la marque, la garantie, le service après-vente sont des dérivés marchands de cette nécessaire relation de confiance sans laquelle de nombreux échanges n'auraient pas lieu* ».

Pour A.K.Sen (1991)¹⁸, « *les individus froidement rationnels peuvent peut-être les livres d'études, mais le monde est plus riche que cela* » (p.14). *Plus riche et surtout plus complexe. Car l'expérience montre que ces bonnes vieilles qualités morales que sont la loyauté, la confiance, l'estime réciproque, le sens du devoir, etc., jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement quotidien d'une économie de marché (comme de toute autre société d'ailleurs). Certes, elles n'y suffisent pas, mais sans elles, bon nombre d'échanges ne pourraient avoir lieu : les coûts de transaction deviendraient rapidement insupportables (il*

¹³ Terminologie de Putnam R. (2001).

¹⁴ Même si pour Olson M. (1982) les autres représentent seulement le groupe.

¹⁵ K.J.Arrow (1972) p26.

¹⁶ A. Hirschmann (1984): L'économie comme science morale et politique .Paris. Le seuil.

¹⁷ Clerc D. (1997) : L'économie des conventions ou comment instaurer de la confiance dans les rapports sociaux *Alternatives économiques* N° 151 Septembre

¹⁸ Sen A.(1991): Ethique et économie, PUF Paris.

faudrait autant d'avocats¹⁹ que de partenaires à l'échange), la qualité des produits en souffrirait, et la monnaie, qui suppose la confiance, ne pourrait servir d'intermédiaire. »

Par ailleurs, C.Koenig écrit: « *La confiance est la croyance d'un acteur quant à sa relation avec un autre acteur. La confiance s'interprète comme un processus d'apprentissage. La confiance est contingente, conditionnelle, stratégique* »²⁰.

Parce que la confiance entre individus se développe, il faut que ceux-ci interagissent souvent et qu'ils aient une mémoire des expériences précédentes. De plus pour que le concept d'honnêteté ait une certaine valeur, avoir un comportement honnête représente un certain coût.

Enfin « *la confiance est liée à la réputation et la réputation s'acquiert comme on peut faire l'acquisition de signaux (diplôme, formation, statut, appartenance à une association...).* Cette idée selon laquelle la confiance exige un investissement relationnel irrécupérable, exige une mémoire et une transparence et repose sur des signes et symboles différents »²¹.

C. Koenig réaffirme : « *On peut considérer la confiance à la fois comme une source de capital social et un résultat de ce capital ainsi que comme une valeur de remplacement très proche de nombreuses normes, convictions et valeurs qui sous-tendent la coopération sociale* »²².

Il y a lieu de distinguer quatre types de confiance caractéristiques pour les trois premiers des trois types de liens identifiés par Woolcock :

- la confiance-bonding entre personnes très proches (la famille) ,
- la confiance-bridging entre les collègues proches et les voisins ;
- la confiance-linking entre personnes aux liens sociaux élargis (relatifs au pouvoir, à la richesse) ;
- enfin la confiance que l'on peut avoir dans les institutions publiques et privées.

III. CAPITAL SOCIAL ET COHESION SOCIALE

Pour Jenson (1998)²³, la cohésion sociale recouvre le partage de valeurs et le sentiment d'appartenance à la collectivité. Cinq éléments la caractérisent (Ocde 2001 p14) :

- l'appartenance
- l'intégration
- la participation
- la reconnaissance
- la légitimité.

La notion de cohésion sociale est donc plus générale que celle de capital social. Sa mesure nécessite le choix d'indicateurs un peu différents (I.Andre et F.J Moreira. 2002)²⁴.

Par nature le capital social est un facteur de cohésion sociale, du moins pourrait-on le penser. En effet lorsque l'on étudie par exemple les indicateurs de cohésion sociale du GPI²⁵, on observe que l'on retient comme facteurs de réduction de cette cohésion la croissance de

¹⁹ Putnam a d'ailleurs retenu comme critère de relâchement du lien social la croissance du nombre d'avocat.

²⁰ Harrisson D, Mangematin V., Thuderoz C. (1999) : La confiance. Gaëtan Morin éditeur Montréal

²¹ Koenig C.(1999) : Confiance et contrat dans les alliances interentreprises in HARRISSON D, MANGEMATIN V., THUDEROZ C. (1999) p131

²² OCDE (2001) p47

²³ Jenson J. (1998): Mapping social cohesion:The state of canadian research Canadian Policy Research Networks Study.

²⁴ Andre I et Moriera F.J.(2002) : Searching new operative concepts to evaluate spatial and social cohesion. Fifth EES Biennel Conference Seville.

²⁵ GPI : (Genuine Progress Indicators) du Pembina institut for appropriate development d4Alberta (Canada) :www.pembina.org.

l'obésité, du suicide, du divorce, de l'usage de la drogue chez les jeunes, de la criminalité, de la baisse de la participation électorale etc..., tous faits qui manifestent d'une dégénérescence des liens d'attachement (liens familiaux). Même si, naturellement cette dégradation des liens ne peut être considérée comme la seule cause de ces faits. Il faut d'ailleurs reconnaître, comme le souligne Woolcock (1998), que certaines formes de liens d'attachement ou d'acointance peuvent nuire à la cohésion sociale. Il s'agira par exemple de replis de clan, ou de bandes organisées. En cela le capital social se comporte comme les autres formes de capital. (Ocde 2001 p49).

La relation capital social-cohésion sociale, repose probablement sur une conception du capital social élargie aux valeurs et aux normes qui le structure (quantité de liens mais aussi qualité des liens). Dans cette acception élargie alors on peut comprendre que le capital social joue un rôle clé dans l'organisation de la cohésion sociale, et dans les conditions de son développement. De ce point de vue le rôle des conventions est de réduire l'incertitude des relations économiques et sociales en rendant les comportements plus prévisibles, plus « dans les normes ».

La cohésion sociale est faite d'interactions sociales et notamment d'interactions de proximité (Gadrey 2002)²⁶. Si l'on retient cette acception de la cohésion sociale alors le constat fait par Woolcock d'un conflit entre la cohésion « du groupe » et la cohésion « générale », n'est pas de nature à discréditer la production de cohésion par le capital social. En effet, on peut penser que la cohésion sociale se construit à des niveaux successifs, à partir de normes et de valeurs dominantes, ce qui autorise des conflits et qui pose les questions de la production des normes et valeurs dominantes ainsi que des modalités de leur domination.

L'objectif de cohésion sociale exige de concilier un système d'organisation fondé sur les forces du marché, la liberté de choisir et l'entreprise d'une part. Un attachement aux valeurs de solidarité et de soutien mutuel qui assure le libre accès aux avantages et à la protection pour tous les membres de la société d'autre part²⁷.

La polarisation sociale peut empêcher de réagir à des chocs économiques. Un fossé grandissant entre les personnes très qualifiées et peu qualifiées peut compromettre la cohésion sociale. Le capital humain et le capital social peuvent jouer un rôle important en facilitant l'utilisation efficace des compétences, par le partage de l'information et la médiatisation des conflits d'intérêt²⁸. A cet égard il faut remarquer que la notion de capital humain est plus large que celle de capital social²⁹.

IV. EFFETS, INDICATEURS ET MESURE DU CAPITAL SOCIAL

La mesure du capital social par R.Putnam repose sur un indice composite comprenant cinq catégories de données :

- la participation à la vie collective (syndicat)
- l'engagement dans la vie publique (vote)
- le bénévolat
- la sociabilité informelle (rencontre entre amis)
- la confiance

²⁶ Gadrey J (2002): Les bénéfices collectifs des activités de l'économie sociale et solidaire. CLERSE LILLE

²⁷Ritzen J. (2001) :Social cohesion, public policy and economic growth : implications for OEDC in Helliwell (2000) .

²⁸ Rodrik D. (1998) : Where did all Growth go ? External shocks, social conflits ans growth collapses. NBER WP N° 6350.

²⁹Healy T.et Cote S. (2001): Du bien être des nations le rôle du capital humain et social: OCDE (p14).

Pour D.Meda (2002)³⁰, le problème n'est pas tant l'élection d'indicateurs, que la « fabrication » d'un indice composite.

Le capital social est semble t-il un excellent « prédicteur » d'un certain nombre de phénomènes, même si pour certaines observations des confirmations sont encore nécessaires.

- de la criminalité
- du rendement scolaire
- de l'agressivité
- de la fraude fiscale
- de la santé
- de l'inégalité sociale et économique
- de l'altruisme
- du bonheur.

Le capital social pourrait avoir sur le bonheur un effet supérieur à celui de l'instruction et du revenu au moins pour les tranches de revenu moyennes et supérieures (Blanchflower et Oswald (2000)).

La mesure du capital social, est assez prometteuse, les travaux de Putnam et de nombreux autres chercheurs en attestent. Cependant la plupart de ces résultats est encore obtenue à partir du traitement d'enquêtes nationales ou internationales (World Values Study, Roper, DDB Needham, ...). Il faudrait que l'on développe davantage les analyses de situations pour identifier est mesurer l'impact de certaines organisations (OESS notamment) sur le capital social.

Selon Healy T et Cote S.³¹ (OCDE 2001) : il conviendrait que les mesures du capital social :

- couvrent le plus grand nombre possible d'aspects essentiels (réseaux, valeurs et normes),
- respectent un équilibre entre les éléments subjectifs liés à l'attitude (niveaux de confiance déclarés par exemple) d'une part et les aspects comportementaux (par exemple, l'appartenance à des associations et l'étendue des liens sociaux) d'autre part.

Il faudrait utiliser ces mesures en tenant compte du contexte culturel dans lequel sont mesurés les comportements ou les attitudes en rapport avec le capital social (en effet les questions posées au sujet de la confiance peuvent s'entendre différemment suivant les pays).

De nombreuses études ont été conduites depuis une dizaine d'année, D.Narayan et L.Pritchett (1998)³² par exemple, ont construit une mesure du Capital Social à partir de données d'enquête sur les comportements et la pauvreté en Tanzanie. Cette enquête a consisté à poser aux individus des questions sur l'importance et les caractéristiques de leurs activités associatives et sur la confiance qu'ils accordaient à diverses institutions et personnalités.

E.Cox et D.Macdonald (2000)³³ rendent compte et discutent un certain nombre d'enquêtes réalisées entre 1995 et 2000.

Un autre auteur, Fukuyama F.(1999)³⁴, mesure les variations du capital social à partir de dysfonctionnements sociaux et l'absence de coopération sociale. Il utilise les variations de l'évolution de la criminalité, de l'éclatement des familles et de la confiance. « *Dans cette méthode, les variations sur une longue période des mœurs et des valeurs sont considérées*

³⁰ Meda D.(2002): Le capital social, un point de vue critique. L'économie politique N° 14 Février.

³¹ Healy T et Cote S. (2001) op cit OCDE

³² Narayan D.et Pritchett L. op cit (1998)

³³ Cox E. et Macdonald D. (2000) :Making social capital a discussion paper. New South Wales Council of Social Service)"

³⁴ Fukuyama F.(1999) : The great disruption :human nature and the reconstitution of social order The free Press New York

comme des indicateurs de variation du capital social ». Cependant une telle approche mérite la prudence car on ne connaît pas toutes les causes des dysfonctionnements sociaux. Elles peuvent en avoir d'autres que la seule variation du capital social.

Les travaux du « World Values Studies »(1996), et de Knack S et Keefer P(1997)³⁵ : font état des réponses faites à la question suivante « *d'une façon générale diriez-vous que l'on peut faire confiance à la plupart des gens ou non ?* ». La distribution des réponses va de 65.3% pour la Norvège à 2.8% pour le Brésil (22.8% pour la France et 41.8% pour l'Allemagne).

Galland O.³⁶ considère que les mesures générales de confiance et d'engagement civique ne donne pas une indication fiable de la qualité des relations sociales ou de leur interaction au niveau macro.

De leur côté Knack et Keefer ont construit un indice destiné à mesurer la force des normes de loyauté et de coopération civique, cet indice représente la moyenne des réponses à 5 questions concernant l'attitude adoptée face à des comportements tels que la fraude aux prestations ou la fraude dans les transports en commun. Cet indice présentait peu de variations entre les pays de l'OCDE.

Putnam (2000) : montre qu'aux USA une forte corrélation existe entre la confiance et d'autres mesures du capital social liées à l'engagement civique et aux liens sociaux. On peut donc penser que la confiance est un indicateur acceptable du capital social, faute de disposer d'une série d'indicateurs plus large et plus complète.

Le capital social est un facteur de la baisse de la délinquance. Une baisse du capital social se traduit par un accroissement de la criminalité, par l'éclatement des familles et par une baisse de la confiance (Fukuyama 1995). Pour Kawachi (1997)³⁷, la délinquance est en effet due pour partie au manque d'estime de soi, de dignité et de statut social. Une étude de Sampson et alii (1997)³⁸ montre que la confiance mutuelle et l'altruisme de voisinage explique la différence de criminalité entre certains quartiers de Chicago.

Au niveau micro, le capital social et la confiance qu'il génère, réduisent les coûts de transaction, facilite l'exécution des contrats et permettent l'accès au crédit dans de meilleures conditions. Au niveau macro, la cohésion sociale facilite le fonctionnement démocratique et améliore la qualité et l'efficacité des politiques³⁹.

Le capital social joue, naturellement, un rôle important dans la réussite personnelle (Temple 2001). Il améliore le Bien Etre de l'enfant (Putnam 2000), diminue le niveau de maltraitance et facilite l'accès à la vie adulte.

Il peut même être l'occasion d'une diminution du développement de certaines maladies dégénérantes (Rose 2000) du fait du rôle de l'entourage du malade, ce que confirme Putnam (2000) qui constate une corrélation entre les variations de capital social et le niveau de santé.

³⁵ Knack S et Keefer P.(1997) : Does social capital have an economic payoff? Across-Country investigation ;Q.J.E. vol 112(4) (pp1251-12288).

³⁶ Galland O.(2000) : Les relations de confiance La revue Tocqueville Vol XX N° 1

³⁷ KAWACHI et alii (1997) : Social capital, income inequality and mortality. American Journal of Public Health vol 87 (9) pp1491-1499.

³⁸ Sampson R. et alii (1997):Crime :a multilevel study of collective efficacy. Science 277.

³⁹ Easterly et Levine (1997).

Figure 1. Quelques indicateurs de capital social

Confiance	<ul style="list-style-type: none">• Confiance envers autrui• Confiance envers les institutions
Cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none">• Respect de la diversité• Objectifs pour le pays (d'ici 10 ans)• Valeurs et modèle de société
Soutien social et réseaux de proximité	<ul style="list-style-type: none">• Fréquence des rapports entre les répondants et leur entourage de proximité• Qualité des rapports
Participation civique et engagement social	<ul style="list-style-type: none">• Sentiment d'appartenance à la collectivité locale• Appartenance à des groupes communautaires ou participation à leurs activités• Travail bénévole• Participation civique (y compris la participation politique)
Répartition des revenus	<ul style="list-style-type: none">• Coefficient de Gini
Santé	<ul style="list-style-type: none">• État de santé auto-évalué

Source : Andre I et Moriera F.J. (2002) : Searching new operative concepts to evaluate spatial and social cohesion. Fifth EES Biennel Conference Seville.

Coté (2002)⁴⁰ propose dans son étude sur le Québec le calcul d'un « indice d'intensité du capital social ». Celui-ci a été construit à partir des trois variables suivantes :

- Le nombre de groupes (associations, clubs sportifs et coopératives) par 10 000 habitants de 15 ans et plus – indicateur révélateur de l'habitude de s'associer pour atteindre des objectifs de différentes natures.
- Le capital social au CRD (Conseil Régionaux de Développement) d'après les acteurs – les aspects touchés par le questionnaire étaient : la confiance mutuelle, la solidarité, les relations égalitaires, l'ouverture aux compromis, la coopération intersectorielle et la prise en compte des intérêts globaux de la région.
- Le capital social régional d'après les acteurs – les aspects mesurés par le questionnaire touchaient l'entraide mutuelle, la coopération pour relever collectivement des défis, les conflits nuisant à la coopération, l'individualisme et les relations inégalitaires.

V. LE CAPITAL SOCIAL ET LES OESS

Un auteur comme A.K.Sen (1991)⁴¹, considère qu'une société qui repose (aussi) sur des comportements désintéressés peut se révéler plus efficace.

Putnam (1993)⁴² considérait que la participation aux associations horizontales était une source de confiance et de liens sociaux, favorisant l'efficacité gouvernementale et la performance

⁴⁰ Coté L. (2002) : op cit .p362.

⁴¹ Sen A.K. (1991): Ethique et économie, PUF Paris.

⁴² Putnam (1993) (pp89-90).

économique. En effet, pour lui, le succès relatif de l'Italie du Nord par rapport à celle du Sud serait dû, pour une part importante, à la richesse de sa vie associative.

Toujours selon Putnam, les associations et les réseaux peuvent, comme l'école, développer la confiance et l'engagement civique, ce qui pourrait entraîner des retombées positives dans d'autres secteurs de la société notamment l'Etat et le marché.

Olson (1982)⁴³ ne partageait pas ce point de vue et considérait, d'ailleurs, que les associations avaient plutôt tendance à se comporter comme des groupes d'intérêt particulier exerçant des pressions pour que certaines politiques soient adoptées au détriment de l'intérêt de l'ensemble de la collectivité⁴⁴.

Cependant la mobilisation du capital social à des fins restreintes au groupe dans le cas des groupes « Olsoniens », ne semble pas correspondre à la réalité du fonctionnement de toutes les organisations d'économie sociale.

A. LES OESS, CONNECTIVITE ET COHESION SOCIALE

Pour Gadrey (2002), « est d'utilité sociale, l'activité d'une O.E.S.S. qui a pour résultat constatable et en général, pour objectif explicite au-delà d'autres objectifs éventuels de production de biens et de services destinés à des usages individuels, de contribuer :

- à la réduction des inégalités économiques et sociales, y compris par l'affirmation de nouveaux droits,
- à la solidarité (nationale, internationale ou locale : le lien social de proximité) et à la sociabilité,
- à l'amélioration des conditions collectives du développement humain durable (dont font partie l'éducation, la santé, la culture, l'environnement et la démocratie). »⁴⁵

La production d'utilité sociale correspond à l'exercice d'un certain nombre de fonctions, que nous avons précédemment détaillées⁴⁶. Parmi celles-ci on distingue :

- La production de **connectivité interne** qui correspond à la création de capital social appropriable, formel, interne, dont les effets sont un surplus, monétaire ou non, donc une création de richesse directe.
- La production de **connectivité externe**, création d'une forme de capital social non spécifiquement appropriable, et externe, identifiable en termes de confiance à rayon large, d'altruisme (bénévolat), ou de cohésion sociale, correspondant à un effet sociétal, qui constitue un potentiel de création de richesse indirecte.

De notre point de vue, ce que l'on nomme la production démocratique des OESS (citoyenneté, civisme...), ne serait qu'une conséquence de sa fonction de connectivité interne et externe. En effet le capital social « renforce la collectivité », c'est à dire qu'il contribue à résoudre un certain nombre de problèmes sociaux (Glaeser 2001)⁴⁸.

Si l'on introduit, concernant les OESS, une distinction entre **cohésion interne** et **cohésion externe**, on constate que ces structures, participent à la production des deux. La plupart des associations ont une approche volontariste des relations avec leurs salariés. Elles ont dans la mesure du possible, un volet de formation interne, visant à l'amélioration de la compétence

⁴³Olson M.(1982) : The rise and decline of nations : Economic Growth, stagflation and social rigidities ; New Haven Yale University Press.

⁴⁴ Cité par Knack

⁴⁵ Cette définition est centrée sur l'utilité sociale externe....elle ne fait pas intervenir directement les spécificités du mode de fonctionnement interne des OES, leur non lucrativité....etc.

⁴⁶ Infra chap 5 : les spécificités fonctionnelles.

⁴⁷ On trouve le terme chez Putnam (2001) p144.

⁴⁸ Glaser E.L. (2001) La formation du capital social in Helliwell (2001).

des salariés, et à leur promotion. Par ailleurs, beaucoup mettent aussi l'accent sur la complémentarité entre administrateurs - élus et bénévoles - et salariés, contribuant ainsi à produire la culture solidaire d'association ; ce qui favorise la cohésion interne ;

D'autre part, par leur action en partenariat avec les organismes sociaux et leur pratique d'une politique rigoureuse des prix (pour les structures marchandes), les OESS contribuent à la mise en œuvre d'une certaine redistribution. C'est le cas, par exemple, des structures de tourisme social, qui participent de l'institution « du droit aux vacances », estimant que « *c'est un dû pour chacun et qu'elles sont un facteur d'équilibre* » (UNAT)⁴⁹. De même, par le refus de transformer leurs équipements en " ghettos " pour populations en difficulté, en les mettant à la disposition de tous, elles permettent de ce fait un plus grand brassage social, et favorisent la cohésion externe.

Naturellement il faut toutefois considérer qu'au delà du rôle des associations formelles, le capital social peut aussi résulter d'une sociabilité informelle (voisinage urbain, groupements de propriétaires, communautés transitoires autour d'une fête locale, communautés de conversation, bandes de jeunes...) qui favorise également la cohésion sociale globale.

B. LES OESS ET LA PRODUCTION DE CONFIANCE

L'étude de Sampson et alii (1997) montre que la confiance mutuelle et l'altruisme de voisinage explique plus la baisse de criminalité que la participation à des organisations locales ou le nombre de programmes sur un quartier. Ce qui attesterait de l'importance cruciale du capital social informel (CSI), voire sa supériorité sur le capital social formel (CSF). De ce point de vue la véritable question est l'articulation entre capital social formel et informel.

En fait Putnam (2000) a montré que le CSI influe sur l'efficacité des organisations chargées de l'insertion et de la cohésion sociale. Les associations civiques bénévoles, qu'il appelle les « écoles de la démocratie », sont déterminantes dans le développement des compétences sociales et civiques et dans la production de confiance sociale.

Le rôle des OESS sur le capital social reste encore très controversé. Putnam pour qui, la densité des réseaux horizontaux mesure le degré de participation d'une société à des activités associatives, opte pour une conception d'effets de la **confiance à faible et à grand rayon** d'action de ces groupes, porteurs d'effets externes positifs, à l'intérieur et à l'extérieur du groupe, s'analysant en termes de coopération, de solidarité et de civisme, et générant de la performance économique. Pour Olson⁵⁰, par contre, comme nous l'avons indiqué, les associations ne sont source que de **confiance à faible rayon** d'action, sans effet positif sur la performance macroéconomique, peut être même au contraire, et dont l'effet est totalement approprié par le groupe.

La conception de Putnam, concernant la production de confiance interne et externe, nous semble davantage correspondre à ce que nous connaissons des OESS et en particulier des associations

Putnam (2000) enfin, montre qu'aux USA une forte corrélation existe entre la confiance et d'autres mesures du capital social liées à l'engagement civique et aux liens sociaux. On peut donc penser que la confiance est un indicateur acceptable du capital social et que les OESS jouent dans sa production un rôle considérable.

⁴⁹ UNAT : Union National des Associations Touristiques. Voir notre étude Rapport CEP-DIES Utilité sociale du Tourisme Social Nov 2005 (153p).

⁵⁰ On parlera de groupes de Putnam et de groupes d'Olson (Knack (2001).

C. LES OESS ET LA PRODUCTION DEMOCRATIQUE

Putnam (1993), prétend que la croissance est plus forte lorsque la densité associative est plus importante. Ce qui pose deux questions. La première cette densité est-elle source de plus de démocratie, et si oui ce surcroît démocratique est-il producteur de plus de croissance.

Pour M.Wolhgumuth (2003)⁵¹ la dynamique démocratique a trois caractéristiques :

- En situation démocratique, les préférences ou les opinions se fondent sur des théories faillibles,
- La formation des opinions démocratiques résulte d'un processus d'apprentissage interactif.
- L'élément important d'un tel processus est la possibilité de contester les opinions de la majorité.

Cette dernière caractéristique rejoint le propos d'Hayek « *la démocratie est par-dessus tout un processus de formation de l'opinion* »⁵².

L'idée selon laquelle des organisations de citoyens contribuent à l'avènement de la démocratie est présente chez Aristote et chez Tocqueville⁵³. Dans cette perspective leur rôle est le suivant :

- En présence d'un régime non démocratique, elles constituent un contre pouvoir formel ou informel qui constitue un espace de discussion et contribue à la circulation d'informations, au maintien de l'esprit critique et à la mobilisation active de l'opposition.
- En présence d'un régime démocratique, ces organisations participent au contrôle de l'exercice du pouvoir, stimulent la critique politique, organisent la réflexion sur des propositions complémentaires ou alternatives, et participent au processus de désignation des représentants élus.

L'activité de ces organisations en situation de régime démocratique ou non démocratique correspond sans aucun doute aux attentes de M.Wolhgumuth de F.A. Hayek. Elles participent de l'émergence ou du développement de processus d'apprentissage de la démocratie politique, par la discussion, la formation, la manifestation et la contestation des opinions.

P.Paxton⁵⁴ constate que tous les types d'associations n'ont pas le même effet sur la démocratie. Paxton distingue deux types d'associations :

- les « isolées », au nombre de trois, dont seulement une faible proportion sont membres d'une autre association, il s'agit des syndicats, des associations sportives et des associations religieuses,
- et les associations « connectées ».

Les connectées semblent avoir un effet positif fort et significatif sur la démocratie, par contre les isolées auraient au contraire un effet négatif, également fort et significatif. Ces résultats, ainsi que la valeur comparable des coefficients obtenus, semblent indiquer que les deux effets se neutralisent mutuellement. Par contre, les résultats semblent attester que la démocratie aurait un effet positif sur tous les types d'associations.

⁵¹ M.Wolhgumuth (2003): Democracy as an evolutionary method cité par D.North (2005) p83.

⁵² Hayek F A. (1993): La constitution de la liberté Paris Litec cité par North (2005) p83.

⁵³R.Barro (1999), Determinants of democracy, Journal of Political Economy 107(6) (pp158-183).

⁵⁴ Paxton P. (2002), Social capital and democracy : an interdependent relationship, American Sociological Review 67(2) :254-277 cité par Ponthieux S.(2003) : Que faire du capital social INSEE Doc de Travail N° F0306

D. LES OESS PRODUCTION DE RÉSILIENCE COLLECTIVE ET CROISSANCE

Comme nous venons de le voir, les OESS et plus particulièrement les associations sont, pour beaucoup dans la production de capital social et donc concourent à la production de richesses, de façon directe, mais aussi indirecte. Cependant en contrepoint des travaux de Putnam des auteurs comme R.Barro (1999)⁵⁵ et P.Praxton (2002) ont contesté la relation que l'on supposait entre croissance et démocratie.

Sur les travaux de Barro, Ponthieux écrit : « Pour autant que l'on reconnaisse une quelconque valeur à ce type d'exercice, l'ensemble tendrait à faire dépendre la démocratie du niveau de développement économique, et non l'inverse, contrairement à l'hypothèse de Putnam, qui fait dépendre la prospérité économique du capital social via la qualité de la démocratie »⁵⁶.

Knack et Keefer (1997), utilisant des indicateurs tirés de la **World Values Study** pour le nombre de personnes appartenant à des groupes, ont constaté, que les associations dont les fonctions tendent à défendre les intérêts de leurs membres - notamment les syndicats, les partis politiques et les associations professionnelles - avaient peu de rapport avec la croissance ou les taux d'investissement. Ils ont également observé que beaucoup d'autres types d'associations telles que les organisations religieuses, éducatives, artistiques, musicales ou culturelles, n'avaient pas de corrélation avec la croissance économique, mais avaient une corrélation négative avec l'investissement.

Il n'est donc pas évident que les changements enregistrés dans l'appartenance à des groupes ou dans d'autres formes d'interactions sociales aient influé sur les écarts récents de croissance économique entre les pays de l'OCDE. Ainsi, la baisse des taux d'adhésion à des groupes et de participation civique enregistrée aux États-Unis va de pair avec des augmentations rapides du revenu par habitant.

La modification du poids relatif des composantes du secteur des OESS depuis une quinzaine d'années, perturbe l'analyse de son rôle sur la croissance et l'investissement. Il n'en reste pas moins que les associations et les coopératives continuent d'avoir une place déterminante dans l'amortissement des crises économiques et dans la participation à la reprise. Leur contribution à la « résilience territoriale » est vraisemblablement importante, bien qu'encore mal estimée.

Cette contribution participe de ce que D.North⁵⁷ nomme « l'efficacité adaptative » qui est pour lui, l'aptitude de certaines sociétés à s'ajuster aux chocs en souplesse et à engendrer des institutions capables de s'accommoder des altérations de la réalité

Dans les pays occidentaux la croissance économique serait ainsi devenue « intrinsèque » au système. Cette efficacité adaptative reposerait sur un ensemble d'institutions capables de s'adapter rapidement aux chocs, aux perturbations et à l'incertitude omniprésente qui caractérisent les sociétés dans le temps. Les OESS participeraient de ce processus.

⁵⁵ Barro R.J. (2001): Education and Economic Growth In Helliwell ed.

⁵⁶ Ponthieux S.(2003) : op cit (p93).

⁵⁷ North D.(2005)op cit p26.

E. SUR LE DECLIN DU CAPITAL SOCIAL ET DU ROLE DES ASSOCIATIONS

Robert Putnam développe l'idée que le capital social diminue, notamment aux USA et identifie plusieurs facteurs responsables⁵⁸ :

- L'accroissement des contraintes de temps et d'argent (y compris les pressions temporelles auxquelles sont soumises les familles où les deux conjoints travaillent.
- Evolution de l'habitat et le développement de la mobilité.
- L'impact de l'évolution technologique sur les loisirs (Bowling alone p283).
- La substitution de l'assurance privée à la solidarité (nous observons une généralisation de la production marchande au détriment des prestations collectives).

Ce dernier argument relatif à la monétarisation des comportements sociaux facteur de développement économique et de croissance serait aussi dans certaines conditions un facteur, parmi d'autres, de réduction du capital social. On peut évoquer les phénomènes suivants.

La monétarisation des services :

- garde des enfants
- garde des personnes dépendantes
- repas à domicile
- sport amateur
- fêtes et spectacles.

1. La transformation d'organisation productive

- Nouvelles technologies de l'information
- Importance croissante de la qualité des services
- dépendance accrue vis à vis du marché (intégration, mondialisation...)
- Financiarisation (entreprises gouvernées par les épargnants)

2. La perte d'adhésion aux institutions démocratiques du fait de l'éloignement de la décision.

Le développement des associations s'accompagnerait semble t-il, à la fois d'une perte de confiance (de quelle confiance ?), mais aussi, et peut être pour les mêmes raisons d'une diminution du bénévolat (de la gratuité). A cet égard, il existe, dans les pays occidentaux, des symptômes d'un déclin du sens de la gratuité, tels que l'expression publique d'un découragement de la part d'élus locaux, de pompiers bénévoles ou d'enseignants, dont la rétribution symbolique ne cesse de perdre de la valeur. (perte de confiance).

La production de capital social par le secteur associatif pose tout un ensemble de questions. Ainsi l'augmentation du nombre des associations et celui des adhésions dans la catégorie des associations centrées sur l'accomplissement personnel notamment (sportives par exemple), s'accompagne d'une désaffection des associations de défense des intérêts communs (parents d'élèves, syndicats, groupements professionnels : les adhésions des associations de parents d'élèves sont passées, en France, de 12% à 8% entre 83 et 96⁵⁹.

⁵⁸ B. Perret (2003) de la société comme monde commun Paris Desclée de Bouver

⁵⁹ INSEE (1997) :portrait social.

La perte de confiance sociale renforce t-elle le rôle des associations (l'indice est passé de 23% à 21% de 81 à 99 (en France mais aussi en GB (malgré une augmentation des adhésions aux associations)⁶⁰, ou bien est-elle responsable de la dérive du secteur associatif ?

On peut penser que l'augmentation de l'emploi salarié dans les associations traduit probablement plus une professionnalisation des associations et donc peut être une perte de spécificité de substance sociétale.

Pour P.Hall « *il se pourrait que le caractère de la vie associative ait changé et que le fait d'être membre d'une association soit moins producteur de confiance qu'auparavant* »⁶¹.

Malgré tout le dynamisme associatif n'a jamais été aussi grand et il est possible qu'il soit une conséquence de la désaffection de certaines institutions et de leur perte de légitimité (églises, partis politiques, syndicats, écoles). Cet affaiblissement des organisations intermédiaires, tout au moins pour ce qui est des pays développés, se ferait au profit d'associations d'entraide et de proximité. Il faut aussi évoquer le rôle nouveau et important de la solidarité informelle (Téléthon par exemple) et de la pratique du don hors adhésion.

⁶⁰ Hall P. (1999): Social capital in Britain : British Journal of Political Science N°29.

⁶¹ Perret B (2000) : Contester le capitalisme ou résister à la société de marché ? Esprit, n° 1, janvier : www.esprit.presse.fr p100

VI. Annexe: questionnaire sur le CAPITAL SOCIAL

A. LA CONFIANCE INTERPERSONNELLE

1. En règle générale, diriez-vous qu'on peut avoir confiance en la plupart des gens ou qu'il vaut mieux être prudent dans ses rapports avec les autres?
 - a) Peut avoir confiance
 - b) Vaut mieux être prudent
 - c) Ne sait pas, refuse de répondre

2. Question optionnelle : Les gens méritent notre confiance à moins de nous prouver le contraire. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec cet énoncé ?
 - a) D'accord
 - b) En désaccord
 - c) Ne sait pas, refuse de répondre

3. La confiance envers les institutions (deux possibilités). Avez-vous confiance que le gouvernement agit dans le meilleur intérêt de tous?
 - a) Presque toujours (y compris toujours)
 - b) La plupart du temps
 - c) Parfois
 - d) Presque jamais (y compris jamais)

4. Je vais vous lire une liste d'institutions et d'organismes. Pourriez-vous me dire à quel point vous avez confiance envers chacun d'eux ? Vous avez le choix entre «beaucoup de confiance», «assez de confiance», «pas beaucoup de confiance» et «aucune confiance»(World Values Survey, 2000-2001, question modifiée)

	Beaucoup de confiance	Assez de confiance	Pas beaucoup de confiance	Aucune confiance	Refus
	1	2	3	4	9
Les églises					
Les Forces armées					
La presse					
La télévision					
Les syndicats					
Les écoles					
La police					
Le gouvernement					
Le gouvernement municipal					
Les partis politiques					
Le système de justice					
Le Parlement					
Les organisations de la société					
Les organisations internationales					
Les grandes entreprises					

B. LA COHESION SOCIALE

Maintenant, j'aimerais que vous me donniez votre point de vue sur les sujets suivants. Comment les classeriez-vous selon une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes totalement d'accord avec l'affirmation de gauche et 10, avec celle de droite ? Si votre opinion se situe entre les deux extrêmes, vous pouvez choisir un autre chiffre.

Il faudrait rendre les revenus plus égaux.					On a besoin de plus grands écarts de revenus pour stimuler l'effort individuel.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

La diversité ethnique est un facteur de richesse pour la région					Plus il y a d'ethnies différentes, plus il y a des conflits, c'est un point de faiblesse pour le développement				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Le gouvernement devrait voir davantage à ce que tout le monde ait les moyens de vivre.					Les personnes devraient voir davantage à ce qu'elles aient les moyens de vivre.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

C. LE SOUTIEN SOCIAL

1. J'aimerais vous poser une question sur la fréquence à laquelle vous réalisez certaines choses. Pour chacune des activités, pouvez-vous me dire si vous l'accomplissez chaque semaine, une ou deux fois par mois, seulement quelques fois par année ou jamais?

	Chaque semaine		Une ou deux fois par mois		Seulement quelques fois par année		Jamais		Refus	
	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.
Passer du temps avec la famille proche ou d'autres parents										
Passer du temps avec des amis et des voisins										
Passer du temps avec des collègues de travail ou de la profession										
Passer du temps avec des membres de votre église, de votre mosquée ou de votre synagogue										
Passer du temps avec d'autres personnes dans des clubs sportifs ou des organismes bénévoles ou de services.										

2. Comment définiriez-vous les rapports que vous entretenez avec les personnes et les groupes mentionnés dans la question précédente ?

	Excellent		Très bons		Bons		Réguliers		Mauvais		Pas de rapports		Refus	
	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.	Avant	Auj.
Famille proche ou autres parents														
Amis et voisins														
Collègues de travail et de la profession														
Membres de votre église, de votre mosquée ou de votre synagogue														
Personnes rencontrées dans des clubs sportifs ou des organismes bénévoles ou de services														

D. LA PARTICIPATION CIVIQUE ET L'ENGAGEMENT SOCIAL

Le sentiment d'appartenance à la collectivité locale - Diriez-vous que votre sentiment d'appartenance à votre collectivité locale est : (Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, 2000).

- a) Très fort?
- b) Plutôt fort?
- c) Plutôt faible?
- d) Très faible?

E. L'APPARTENANCE A DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Je vais vous lire une liste d'organisations. Pour chaque type d'organisation, veuillez me dire si vous êtes un membre actif, un membre non actif ou un non-membre.

		Membre actif	Membre non actif	Non membre
2.	École privée/publique			
3.	Hôpital/centre de santé/clinique privée ou publique			
4.	Églises et groupes confessionnels			
5.	Clubs/ligues sportives/groupes de loisirs			
7.	Associations/groupes d'activités sociales			
8.	Associations culturelles ou éducatives			
9.	Associations ou partis politiques			
10.	Associations de voisins			
11.	Syndicats			
12.	Associations professionnelles			
13.	Groupes ou associations ethniques			
17.	Autres groupes ou associations (préciser)			

F. LA PARTICIPATION POLITIQUE

Je vais vous énumérer certaines formes de participation civique et politique. Pourriez-vous me dire, pour chacune d'entre elles, si vous y avez pris part au cours des 12 derniers mois ?

1. Avez vous voté lors des dernières élections ?

- (1) Oui
- (3) Non
- (5) Inadmissible à voter lors des élections
- (r) Refus

2. Discuté de politique avec d'autres gens ?

- (1) Oui
- (3) Non
- (x) Ne sait pas
- (r) Refus

3. Cherché de l'information sur un enjeu politique ?

- (1) Oui
- (3) Non
- (x) Ne sait pas
- (r) Refus

4. Signé une pétition, écrit une lettre ou participé à une tribune téléphonique pour exprimer votre point de vue ?

- (1) Oui
- (3) Non
- (x) Ne sait pas
- (r) Refus

5. Diffusé de l'information sur des événements communautaires auprès de réseaux ou de groupes ?

- (1) Oui
- (3) Non
- (x) Ne sait pas
- (r) Refus

6. Participé à des manifestations ou à des protestations ?

- (1) Oui
- (3) Non
- (x) Ne sait pas
- (r) Refus